



**PRÉFET
DU LOT-ET-
GARONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PC 047 001 24 A0069

date de dépôt : **05 décembre 2024**

demandeur : **Service d'infrastructure de la
Défense, représenté par Madame HUAU Martine**

**pour : Déconstruction d'un bâtiment existant et
construction d'un nouveau magasin de stockage
de munitions sur l'emprise militaire du 48 RT.**

**adresse terrain : Avenue Jean Jaurès, à Agen
(47000)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

**Le préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 05 décembre 2024 par le Service d'infrastructure de la Défense, représenté par Madame HUAU Martine demeurant 9 rue de Cursol, Bordeaux (33000);

Vu l'objet de la demande :

- pour la déconstruction d'un bâtiment existant et la construction d'un nouveau magasin de stockage de munitions sur l'emprise militaire du 48 RT. ;
- sur un terrain situé Avenue Jean Jaurès, à Agen (47000) ;
- pour une surface de plancher créée de 90 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Agglomération d'Agen approuvé en date du 22/06/2017 ;

Vu le règlement de la zone UG (zone urbaine répondant à des fonctions de services publics ou d'intérêts collectifs) du PLUi susvisé ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux approuvé le 22 janvier 2018 (arrêté préfectoral n° 47.2018.01.22.003) ;

Vu la preuve de dépôt n°1_459142 relative à la déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de déclaration en date du 03/05/2024 ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 12/12/2024 ;

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 10/12/2024 ;

Vu l'avis réputé favorable d'Enedis ;

Considérant que le projet se situe en zone faiblement à moyennement exposée (B2) du plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux mouvements différentiels de terrains liés aux phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux et qu'il devra respecter les prescriptions de son règlement ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

- Zone de risques naturels:

L'ensemble des prescriptions du règlement du PPR Retrait-gonflement des sols argileux devra être respecté et ses recommandations suivies dans toute la mesure du possible, notamment les dispositions jointes au présent arrêté (extrait du règlement du PPR).

A Agen, le

28 janvier 2025

Le préfet,

L'affichage en mairie de l'avis de dépôt du dossier prévu à l'article R 423-6 a eu lieu le 12/12/24.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.